Haïti : après l’assassinat du président, la crise humanitaire?

La mort du président haïtien est survenue alors que la violence des gangs va croissant depuis un mois à Port-au-Prince. Conséquence directe : les actions d’aide en faveur des Haïtiens les plus vulnérables risquent d’être bloquées.

Vue de Port-au-Prince – DR

Haïti est un pays où la crise est permanente et multiforme : crise politique, crise économique, crise sécuritaire, crise sanitaire… crise humanitaire. Depuis le départ de la Minustah, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, le pouvoir effectif dans la rue a été peu à peu conquis par des gangs (on en recense près de 200) qui se livrent une guerre sans merci, sous le regard d’une police impuissante, au point que des quartiers entiers de Port-au-Prince sont sous leur contrôle et que l’on parle désormais de «déplacés», comme dans un pays en guerre, pour désigner les milliers d’habitants

qui ont dû fuir les violences, laissant tout derrière eux, et sont contraints de survivre sans toit. Une recrudescence des affrontements entre groupes armés a laissé certains quartiers en ruines, avec des centaines de maisons incendiées ou endommagées ; plus de 15.000 femmes et enfants ont été contraints de fuir leur foyer ; 80% de ces déplacés se sont retrouvés sans logement suite aux combats des quatre dernières semaines. Mais avec la mort du président Jovenel Moïse, abattu dans sa résidence privée par un groupe lourdement armé au cours d'une véritable opération commando qui a duré près de deux heures, sans intervention de la police (un commissariat est pourtant présent dans le quartier) ni de l'armée, le niveau d'instabilité atteint par le pays menace désormais de bloquer des aides cruciales pour des millions d'habitants parmi les plus vulnérables. Depuis cet assassinat, la police a arrêté 18 Colombiens et trois Haïtiens-Américains, dont un médecin vivant en Floride et récemment revenu sur le sol haïtien, Christian Emmanuel Sanon, accusé d'avoir recruté des mercenaires pour faire chuter la présidence.

«Il s'agit de la pire crise humanitaire que le pays ait connue au cours des dernières années, et elle s'aggrave de semaine en semaine», selon Bruno Maes, représentant en Haïti de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance). On estime que pas moins de 4,4 millions d'Haïtiens risquent de se retrouver privés d'une aide d'urgence cruciale du fait de l'insécurité et des fermetures de frontières. Les plus fragiles étant souvent les enfants et les mères célibataires. «La vie de nombreux enfants dépend de l'aide humanitaire et d'articles essentiels comme les vaccins, les seringues, les médicaments et les aliments thérapeutiques, détaille Bruno Maes. Mais quand les gangs se battent dans la rue et que les balles sifflent, il est difficile d'atteindre les familles les plus vulnérables avec ces fournitures vitales. À moins que les organisations humanitaires n'obtiennent un passage sûr, des milliers d'enfants continueront de recevoir peu ou pas d'assistance.»

Violences, crise sanitaire et crise humanitaire se cumulent

L'Unicef s'alarme de la situation humanitaire désastreuse que connaissent les enfants et de nombreuses familles en Haïti, et qui se détériore rapidement depuis le début de l'année. Au cours des trois premiers mois de 2021, le nombre d'admissions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë dans les établissements de santé à travers Haïti a augmenté de 26% par rapport à l'année précédente. Il faut ajouter à cela le piètre état des infrastructures (qu'il s'agisse d'approvisionnement en électricité, en eau, d'évacuation des déchets, ou des voies de circulation) responsable à lui seul d'une véritable catastrophe sanitaire, en provoquant une épidémie de maladies diarrhéiques fatales pour de nombreux enfants, ainsi qu'une forte hausse de la mortalité infantile et maternelle. Et parallèlement à cette vague de violence qui va croissant depuis juin, et a culminé récemment avec l'assassinat du président Jovenel Moïse, la pandémie de Covid-19 se développe elle aussi dans le pays : fin juin, plus de 18.500 cas confirmés et 425 décès avaient été signalés. Les principaux hôpitaux dédiés au Covid-19 sont saturés et font face à une pénurie d'oxygène. Certains patients meurent parce que la violence des gangs empêche les ambulances de les atteindre avec de l'oxygène et des soins d'urgence. «Haïti est le seul pays de l'hémisphère occidental où aucune dose du vaccin COVID-19 n'a été distribuée. C'est inacceptable», s'indigne Bruno Maes. «La violence des gangs à Port-au-Prince et dans ses environs est susceptible de retarder encore davantage l'arrivée des vaccins contre le Covid-19 et de compliquer leur distribution à travers le pays.»

Qu'en est-il des partenaires du protestantisme français en Haïti ? Ils survivent au jour le jour, **comme le souligne le pasteur Philippe Verseils**, appelant à «mettre en place des formes d'aide» adaptées à cette situation d'urgence. Bon connaisseur d'Haïti, où il a passé deux ans comme envoyé du

Défap, et où il entretient encore de nombreux liens, il estime qu'aujourd'hui, «les partenaires haïtiens du protestantisme français ont besoin d'un soutien financier sortant du cadre trop strict des dispositifs d'aide habituels, qui impliquent la fixation d'objectifs, des règles précises de contrôle (…) On ne peut pas parler d'objectifs et de budget quand se pose la question de la survie immédiate.» Il appelle tout particulièrement à aider les orphelinats soutenus par La Cause, dont les enfants «sont dans des situations terribles». Sylvain Cuzent, qui lui a succédé en 2013, **appelle pour sa part** à «ne pas se laver les mains de ce qui se passe en Haïti».

La Fédération Protestante de France a déjà fait parvenir, la semaine dernière, un message de soutien à la Fédération Protestante d'Haïti ; et la Plateforme Haïti, qui dépend de la FPF et que coordonne le Défap, devrait se réunir prochainement.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**